

**ARRÊTÉ PORTANT PERMISSION DE VOIRIE ET  
RÉGLEMENTANT LA CIRCULATION  
POUR LE DEPLACEMENT D'UN ARRÊT DE BUS ET DEUX PLACES  
DE STATIONNEMENT  
FACE AU 8 AVENUE LOUIS LUC  
DU 05/05/26 AU 05/05/28**

Le Maire de Choisy-le-Roi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police en matière de circulation,

Vu l'article L411-5 du code de la route,

Vu l'arrêté n° 260694 du 14.04.2026 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Kristian BOLLE DALLIAH, Maire-Adjoint délégué à la voirie,

Vu l'arrêté n° 260630 du 31.03.2026 portant délégation de signature à Monsieur Denis BARANGER, Directeur Général des Services,

Vu la délibération du Conseil Municipal 25.137 du 15.12.2025 fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public routier communal,

Vu la demande en date du 19.04.2026 par laquelle la société **Bouygues Batiment IDF-HAR** - 1 avenue Eugène Freyssinet 78280 Guyancourt, sollicite l'autorisation de déplacer un arrêt de bus.

Considérant qu'en raison des travaux **avenue Louis Luc** et qu'il importe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité publique,

**ARRETE**

**Article 1** : La société, est autorisée à occuper le domaine public **du 05/05/26 AU 05/05/28** pour la mise en place d'un arrêt de bus provisoire et la suppression de deux places de stationnement à l'adresse suivante : Face au 8 avenue Louis Luc 94600 Choisy le Roi.

**Article 2** : Le stationnement sera temporairement réglementé face au 8 avenue Louis Luc, au droit du chantier, dans les conditions ci-après et applicables **DU 05/05/26 AU 05/05/28**:

- La circulation des piétons est maintenue et sécurisée.
- Le stationnement est interdit sur 2 places face au 8 avenue Louis Luc, pour permettre la mise en place d'un arrêt de bus provisoire.

**Article 3** : En application de l'article R417-10 du Code de la Route, tout contrevenant à l'interdiction prévue par le précédent article s'exposera à une amende de la deuxième classe. En cas de stationnement malgré l'interdiction, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L325-1 à L325-3 du Code de la Route.

**Article 4** : La circulation des piétons sera maintenue en permanence par la mise en place d'un cheminement continu balisé et sécurisé d'une largeur égale ou supérieure à 0.90 m. Si le cheminement est inférieur à 0.90 m, les piétons devront être déviés sur le trottoir opposé avec une traversée piétonne provisoire matérialisée par une signalisation verticale adaptée. L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour maintenir en permanence la circulation des véhicules de premiers secours. Elle veillera à ce que la desserte des propriétés riveraines soit maintenue et à ce que l'accès aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité soient préservés.

**Article 5** : L'occupation du domaine public demandée pour une durée de **24 mois** est autorisée à titre temporaire, précaire et révocable et pourra être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter de droit à indemnité.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, elle ne peut être cédée et ne vaut pas arrêté de circulation. Elle devra être affichée, de manière claire et lisible, au droit des travaux et fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions de la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2025 précitée.

**Article 6** : Compte tenu des renseignements fournis par le pétitionnaire, cette redevance s'élèvera à : **20 M<sup>2</sup> x 24 mois x 20,05 €/mois/m<sup>2</sup> soit 9624 € pour deux places de stationnement.**  
Le montant de la redevance s'élève donc à **9624 €** payables pour les **24 mois** d'occupation du domaine public.  
Cette somme sera versée dès la réception d'un titre de paiement émis par le Trésor Public.

Cette somme sera dû même si l'occupation du domaine public n'est pas effectuée.

**Article 7** : L'entreprise **Bouygues Batiment IDF-HAR** est responsable de tout dommage, de quelque nature et de quelque importance qu'il soit, causé au domaine public, ou à tout ouvrage public ou aux plantations qui s'y trouvent, ou aux usagers, ou aux tiers, ou aux biens de ceux-ci, de son fait, ou du fait des choses qu'elle a sous sa garde, ou du fait de ses préposés, salariés ou non, ou des choses dont ces derniers ont la garde, dès lors que le fait générateur est survenu pendant l'exécution des travaux encadré par ce présent arrêté peu importe la date d'apparition ou de consolidation du dommage. Durant toute la durée du chantier les entreprises autorisées par le présent arrêté doivent maintenir l'espace public propre, aucun déchet ne devra être laissé sur place. Le domaine public devra, après travaux, être nettoyé et remis en parfait état primitif à sa charge.

**Article 8** : L'entreprise **Bouygues Batiment IDF-HAR** sera tenue pour responsable de tout accident pouvant survenir à l'origine de son intervention et des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance du dispositif de sécurité provisoire. L'entreprise est tenue de disposer des assurances nécessaires de responsabilité civile (accidents et dommages causés au tiers) en adéquation au cadre de son intervention.  
Un constat contradictoire de remise en état définitive ou de réception de travaux devra être établi sur place en présence d'un technicien de l'autorité compétente en matière d'aménagement et de conservation de la voirie avant la date de fin d'application du présent arrêté, charge à l'entreprise de convenir d'un rendez-vous avec le service responsable confirmé par mail ou téléphone au moins 48 heures à l'avance.

**Article 9** : Au terme de la validité de l'arrêté, le permissionnaire devra enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultants de son intervention. Les travaux seront opérés dans les règles de l'art sous le contrôle des services techniques de la commune. Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

Le présent arrêté est délivré à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire, il peut être retiré à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

**Article 10** : Le non-respect par l'entreprise **Bouygues Batiment IDF-HAR** d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate de l'autorisation d'intervention. Les infractions seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 11** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de Choisy-le-Roi,
- Monsieur le Directeur Prévention Sécurité,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le Commandant des Sapeurs-Pompiers,
- La Poste, Nicollin et la société **Bouygues Batiment IDF-HAR**,

**Article 12** : Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie de Choisy-le-Roi.

**Article 13** : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Choisy-le-Roi, le 28/04/2026

Le Maire,

Pour le Maire de Choisy-le-Roi  
et par délégation,  
Kristian BOLLE-DALLIAH  
Conseiller municipal délégué

